

Quant à la question du désarmement, loin de constituer une raison justifiant les nations d'augmenter leurs moyens de défense, la situation actuelle fait ressortir plus que jamais et avec plus de force encore la nécessité de chercher, par les moyens les plus énergiques, à assurer le désarmement le plus complet possible. Que voyons-nous actuellement? Les moyens de défense dans l'air, sur terre et sur mer, tout concourt à activer le conflit international. En supposant que les relations entre le Japon et la Chine, à l'heure actuelle, seraient de la nature de celles qui existent entre les Etats-Unis et notre pays, peut-on croire une seul instant que l'Orient serait le théâtre de ce qui s'y passe aujourd'hui? Je ne crains pas d'affirmer que, s'il existait en Orient, tout comme sur notre continent, une forme quelconque de tribunal mixte international qui pourrait décider des différends internationaux, nous n'aurions pas à déplorer le présent état de choses. Nous ne pouvons qu'espérer,—et tous les honorables membres, j'en suis sûr, partagent le même espoir,—que les nations de l'Orient comprendront enfin que les nations constituent une grande famille dont elles font elles-mêmes partie et que tous les autres membres de la famille tiennent à ce que la justice soit établie là où elle est méconnue. Les autres nations désirent également, si on leur fournit l'occasion de ce faire, trouver un moyen de faire régner la justice en mettant fin au conflit dont nous sommes actuellement les témoins.

Au sujet de la conférence sur le désarmement, je tiens à répéter que le Parlement appuiera énergiquement les représentants que notre pays y a envoyés. J'hésite à critiquer de quelque manière les délégués à qui le Gouvernement a confié la mission de représenter le Canada à cette conférence; les comparaisons sont toujours odieuses; mais j'affirme,—ce que je crois être l'opinion générale,—que, si l'on tient compte de l'importance de cette grande réunion, le Canada aurait pu fort bien y envoyer une délégation plus nombreuse et plus représentative. Si mes honorables amis de la droite me permettent de leur dire ce que je pense, ils auraient bien fait de suivre l'exemple que leur a donné le gouvernement libéral qui les a précédés lors de certaines des réunions tenues à Genève. Lorsque nous dirigeons les affaires du pays nous avons choisi un jour le regretté sir George Foster, membre puissant et distingué du parti conservateur, au nombre de nos représentants à Genève; nous avons également confié à l'honorable député de Grey-Sud-Est (Mlle Macphail), membre du parti que l'on voit à l'extrême-gauche, la mission de représenter le Canada à la Société des nations. Si nous avons agi ainsi, c'est parce

que nous voulions que tous les partis fussent unis sur une question qui n'offrait aucune divergence d'ordre politique. Je suis d'avis que, tenant compte surtout du fait qu'une pétition portant des centaines de milliers de noms de personnes appartenant à tous les partis politiques du Canada, a été apportée par la délégation, on aurait certainement trouvé un meilleur moyen de servir une meilleure cause si, lorsqu'il a fait le choix de ceux qui devaient faire partie de la délégation, le premier ministre s'était arrêté à des personnes représentant tous les partis de ce pays, des personnes qui auraient été en même temps des mieux informées sur les questions de désarmement et les plus en état d'élever la voix au nom des divers partis politiques du Canada. Je répète qu'en dépit de cette légère critique,—ce qui n'amoindrit en rien les efforts que feront, nous le savons, les membres de la délégation,—nous espérons tous que les représentants de tous les pays à Genève tenderont vers le but qu'ils ont pour mission de chercher à atteindre.

Je passe maintenant au paragraphe du discours du trône qui a trait à la conférence économique. Le voici:

Sur l'invitation de mon gouvernement, une Conférence économique des membres de la Communauté des nations britanniques se réunira à Ottawa le 18 juillet prochain.

Permettez-moi, monsieur l'Orateur, à titre de chef du parti libéral d'affirmer ici même que nous nous réjouissons tous du fait que le Gouvernement de la Grande-Bretagne et les gouvernements des dominions aient accepté l'invitation du Canada d'assister à la conférence impériale qui sera tenue ici cette année. Nous constatons avec plaisir que l'on a arrêté la date de cette conférence et qu'elle aura bel et bien lieu au Canada. Je désire ajouter ici, et bien sincèrement, que tous les membres du parti libéral feront tout leur possible, autant que le leur permettront leurs opinions et leur programme, en vue de coopérer avec nos amis de la droite et faire en sorte que cette conférence obtienne le succès que tous les Canadiens doivent désirer. Si l'on pouvait croire que la Chambre des communes pût être unanime à considérer les propositions qui doivent être présentées à la conférence comme reflétant la politique du Canada, j'en serais heureux. Mais à moins qu'il n'y ait, d'ici au 18 juillet, un grand changement dans les points de vue respectifs de nos honorables amis d'en face et de nous-mêmes relativement au tarif et à son influence sur le commerce, je ne vois guère quel rapprochement pourra s'effectuer. Voici ce que je veux demander à mon très honorable ami: Qu'il donne à la Chambre, pendant cette session, toutes les occasions voulues de discuter les questions qui seront sou-